



Zoom sur les transformations géopolitiques et les crises au Sahel : redéfinir la coopération sous régionale et internationale pour garantir la paix et la stabilité dans la région

SOUMAILA LAH
Juillet 2024

RÉSUMÉ

La guerre d'influence que se mènent les grandes puissances s'est subrepticement déplacée au Sahel après le printemps arabe et l'intervention militaire menée par l'OTAN en Libye. Cette guerre d'influence avec en filigrane des défis sécuritaires et de gouvernance prend une nouvelle tournure depuis peu, suite à la remise en cause dans une partie du Sahel de la logique des alliances. En effet, si le Sahel est un espace de convoitise et d'influence pour des acteurs classiques à la fois internationaux notamment la France, les États-Unis, l'UE, la Chine, certains pays du Golfe (Qatar), il signe également le retour en puissance d'anciens acteurs notamment la Russie et l'arrivée avec des intentions d'étendre leurs influences de pays comme la Turquie et l'Iran. À côté de ces protagonistes, des acteurs régionaux et continentaux comme la CEDEAO et l'UA se positionnent, autant que faire se peut, et peu ou prou, dans ce jeu d'influence global que connaît la région.

Cette configuration a donné lieu, au rejet, par certains pays de la région du Sahel, en l'occurrence le Burkina, le Mali et le Niger des logiques de partenariats classiques pour de nouvelles alliances, aux allures circonstancielles,

essentiellement axées sur les questions sécuritaires avec des pays comme la Russie, la Turquie et l'Iran. D'ailleurs, cette nouvelle dynamique a facilité l'acquisition d'équipements militaires (qu'ils n'étaient pas en mesure d'obtenir avec les partenaires classiques pour des considérations officielles de droits de l'homme) et d'accéder à des portions de leur territoire qui étaient devenues des « *no man's land* ». Elle a permis d'insuffler une présence plus soutenue des armées de la région même si l'immensité des territoires, l'extrême pauvreté, les effets du changement climatique et des questions en lien avec la gouvernance et la distribution et redistribution des richesses font que le combat contre l'insécurité est encore loin d'être gagné. Nous pouvons, donc, affirmer que cette nouvelle dynamique, qui est une remise en cause des alliances qui prévalaient jusque-là, est consécutive dans une certaine mesure à un réagencement géopolitique et géostratégique suite à une contestation des logiques du pouvoir et de l'idéologie occidentale par des coups d'état dans les trois pays cités plus haut. Cette tendance a fortement ébranlé les dynamiques de pouvoir régional avec la manifestation et la notification de la sortie des trois États de la CEDEAO.



INTRODUCTION

Le Sahel, depuis quelques années est le théâtre de crises enchevêtrées et de réarticulation des réalités géopolitiques et sécuritaires. Ce bouleversement des logiques qui prévalait jusqu'à récemment a été un tremplin pour le retour (la Russie en l'occurrence qui signe son grand retour) de certains acteurs et l'arrivée de nouveaux acteurs (la Turquie, l'Iran... dans une certaine mesure).

Si l'imbrication des différentes crises ont des causes dissemblables, elles connaissent aujourd'hui une évolution qui est en train de redéfinir les cartes sur l'échiquier géostratégique. C'est dans cette configuration de jeu d'intérêt couplée à une gouvernance approximative et des contraintes sécuritaires marquées par la présence de groupes multiformes (rebelles, terroristes, bandits armés, milices...) que les alliances encore considérées comme classiques ont évolué au prisme des changements de dynamique de pouvoir. Les nouvelles dynamiques aux allures martiales sont imprégnées de coloration souverainiste, panafricaniste et de remise en cause de la démocratie. Pour autant si les nouvelles tendances semblent avoir eu un écho favorable auprès d'une frange non négligeable de l'opinion publique dans le sahel, elle a du mal à se traduire sur le terrain par des actes de consolidation des états, de la cohésion nationale et de la relance économique.

Le présent policy paper vise à analyser et comprendre les changements géopolitiques et de partenariats effectués au Sahel. Il permettra d'examiner l'impact de ces mutations sur les dynamiques politiques, économiques et sécuritaires sur le plan national, régional et international. A la fin, des recommandations pratiques seront formulées dans la perspective de l'édification d'un cadre pour la paix, la stabilité et un développement durable dans toute la sous-région au gré de ses récentes mutations géopolitiques.

1. LA COMPLEXITÉ DES CRISES ET LES DYNAMIQUES DE TRANSFORMATIONS GÉOPOLITIQUES AU SAHEL

Depuis 2020, l'Afrique de l'Ouest a enregistré plusieurs changements anticonstitutionnels de gouvernement, dont cinq ont été effectués dans la zone du Sahel. La répétition des coups d'État, la durée des transitions actuelles et la résistance de leurs dirigeants face aux pressions régionales, continentales et internationales demeurent des enjeux et suscitent beaucoup de questions relatives à la gestion de ces phénomènes.

Aussi, le Sahel est devenu un terrain de jeu pour divers acteurs régionaux et internationaux, chacun poursuivant ses propres intérêts. Les pays du Golfe, l'Union européenne, les États-Unis, la Russie, la Chine, ainsi que des organisations continentales et régionales telles que l'Union africaine et la CEDEAO, sont tous impliqués d'une manière ou d'une autre dans la région. Ainsi :

- **Sur les dynamiques sécuritaires**, les groupes terroristes tels que Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Boko Haram, et l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) ont exacerbé l'instabilité régionale en menant des attaques contre les gouvernements locaux, les forces de sécurité et les populations civiles faisant du sahel un important corridor pour le trafic d'armes, de drogues et de personnes. Ces activités illicites alimentent les groupes armés et sapent les institutions étatiques. Par ailleurs, les conflits et l'insécurité dans la région ont entraîné des mouvements massifs de réfugiés et de personnes déplacées, ce qui met une pression supplémentaire sur les ressources des pays voisins et complique les efforts de développement et de stabilisation.
- **Sur les dynamiques politiques et de gouvernance**, les mutations géopolitiques ont affecté la gouvernance et la stabilité politique dans les pays comme le Mali, le Burkina et le Niger sur fond de remise en cause des libertés publiques et de la démocratie. Les autorités actuelles de ces pays, qui sont par ailleurs issues de coups d'Etat, ont très rapidement, pour des raisons qui leur sont propres engagé les transitions qu'elles dirigent sur une durée incertaine. Cette logique de maintien au pouvoir malgré et au-delà des engagements pris auprès des populations et de la communauté internationale se traduit par

une réduction des libertés individuelles et collectives. En effet, les hommes politiques, les universitaires, les avocats, les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes, les activistes et les critiques à l'égard des gouvernements au Mali, au Niger, au Burkina et au Tchad font l'objet de pressions, d'enlèvements par les services de renseignements, d'arrestations arbitraires, d'emprisonnements et même de violences ou poussés à l'exil. De même, des médias critiques sont suspendus ou interdits de diffusion. Les activités des partis politiques font l'objet de suspensions et des organisations de la société civile sont tout simplement dissoutes en violation parfois de la législation en vigueur. Les manifestations et les rassemblements publics ne sont autorisés que dans le sens du soutien aux régimes militaires en place. Les manifestations et les rassemblements de contestations sont interdits et peuvent même être réprimés. Par ailleurs, les régimes en place dans les états de l'AES ont fait du discours anti-français et souverainiste leur leitmotiv pour susciter l'adhésion des populations à certaines décisions d'envergure sur l'autel des nouveaux partenariats.

Ce discours souverainiste s'est accompagné d'un discours de rejet de la responsabilité des échecs sur les partis et hommes politiques et d'une remise en cause de la démocratie. Ces deux discours combinés se traduisent dans les faits par une absence de volonté des régimes en place à prêter le flanc aux logiques démocratiques quand bien même au Mali les autorités de la transition ont fait voter une nouvelle constitution qui prévoit la démocratie comme système politique.

La disgrâce des politiques a pour incidence d'ouvrir la voie à la reconfiguration de l'espace politique avec la présence d'acteurs inattendus en l'occurrence les plateformes de soutien aux régimes de transitions, les militaires, les activistes...

- **Sur les dynamiques socio-économiques**, la faiblesse des institutions étatiques dans de nombreux pays du Sahel rend difficile la fourniture de services de base et la garantie de la sécurité, ce qui crée un environnement propice à l'instabilité et à l'extrémisme. A cela s'ajoute un fort sentiment d'injustice et des disparités abyssales. L'essence de la plupart des crises dans le sahel vient de cette disparité et

du sentiment d'injustice qui peut en résulter et qui minent le vivre ensemble et alimentent les tensions. Si ces inégalités sont diverses, elles se matérialisent par de fortes disparités de revenus et d'accès aux services sociaux de base. Elles contribuent également à accentuer la compétition pour le contrôle des ressources naturelles (eau, terres agricoles, minerais) dans un contexte de changement climatique et de croissance démographique qui exacerbe les conflits locaux.

- **L'attraction pour les ressources naturelles du Sahel** : les enjeux d'accaparement des ressources minières du sahel placent la région dans un champ d'éboulement géopolitique et géostratégique. En effet, le nouveau cadre des partenariats fait aujourd'hui évaluer les dynamiques d'exploitation des ressources naturelles. Le Niger vient récemment de retirer à ORANO (ex Areva) le géant français de l'Uranium, le permis d'exploitation d'un site hautement stratégique. Des mémorandums d'entente ont également été signés entre le Mali et la Russie dans le sens de l'exploration et de l'exploitation de ressources par des entreprises Russes. La France et ses partenaires accusent, par ailleurs, les autorités de transition du Mali d'avoir passé un accord secret avec le groupe Wagner (devenu Africa corp) pour l'exploitation de mines d'or.

En fin de compte, tous ces facteurs cumulés peuvent être analysés comme des éléments d'influence de transformation géopolitique dans la dynamique des crises au Sahel. Ces transformations ont fait évoluer à la fois les alliances et les rivalités.

2. ÉVOLUTION DES ALLIANCES ET DES RIVALITÉS

A. Des opportunités manquées sur fond de paternalisme

A partir de 2013, les relations entre certains pays du Sahel notamment le Mali, le Niger, le Tchad et des partenaires internationaux se sont intensifiées autour de la problématique de la lutte contre le terrorisme et le retour de la stabilité. Cette période, à travers ces différents partenariats, qui devait permettre le retour de la stabilité dans la région a consacré la signature au Mali d'un accord pour la paix et la réconciliation issu des



négociations d'Alger entre le gouvernement du Mali et les ex rebelles. Cette phase a également consacré l'élaboration et la mise en œuvre de plusieurs réformes majeures avec le dessein d'un retour de la stabilité et de l'avènement d'institutions démocratiques. Ces réformes pour le cas du Mali vont de la Réforme du secteur de la sécurité à la loi d'orientation et de programmation militaire (LOPM), en passant par la loi d'orientation et de programmation relative à la sécurité intérieure (LOPSI), la loi d'orientation et de programmation du secteur de la justice (LOPJ), etc. Ces réformes, en plus des interventions militaires qui visaient à renforcer les institutions étatiques et à s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité, n'ont pas donné les résultats escomptés. En effet, malgré toutes ces initiatives et en dépit de la présence massive de la communauté internationale et des programmes protéiformes à l'endroit du Mali considéré jusqu'alors comme l'épicentre de la présence des groupes terroristes au Sahel notamment dans la région des trois frontières ou liptako gourma, la région est restée un foyer de déstabilisation pour plusieurs groupes terroristes et militants, tels que Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS). Ces groupes ont continué à exploiter les failles de sécurité et les griefs locaux pour recruter des membres et étendre leur influence. En plus du terrorisme, la région demeure confrontée à une prolifération d'activités criminelles telles que le trafic de drogues, la traite des êtres humains, le trafic d'armes et le vol de bétail. Ces activités ont continué d'alimenter l'insécurité et sapé l'autorité des États au Mali, au Burkina, au Niger et dans une certaine mesure au Tchad. Ces problèmes sont restés une réalité malgré la présence dans la région d'acteurs internationaux comme la France (à travers l'opération Barkhane et la Force TAKUBA), les États-Unis (présentes au Niger à travers plusieurs bases) et d'autres pays qui y menaient des opérations militaires, des opérations de collecte de renseignements et fournissaient une assistance sécuritaire dans la région pour lutter et éradiquer les groupes terroristes et les actions de banditismes organisés.

Ces difficultés sécuritaires étaient concomitantes à l'existence de gouvernance faible et de corruption sur fond d'instabilité politique et de grogne sociale. Ces facteurs cumulés ont abouti sur des coups d'État et des transitions politiques fréquentes, comme au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Ces coups d'État qui peuvent

être analysés comme des opportunités saisies par des hommes en armes et non préparés pour l'exercice du pouvoir et à la recherche de légitimité, ont été mal négociés par la communauté internationale, avec en tête de file la France. Si le premier coup d'État au Mali avait été plus ou moins accepté, le second a donné rapidement lieu à des escalades verbales diplomatiques avec en filigrane des pressions pour la remise du pouvoir au civil. Cette pression, couplée à celle de la CEDEAO, qui voulait un chronogramme rapide pour l'organisation des élections et le retour à l'ordre constitutionnel n'a laissé d'autre choix aux tenants du pouvoir en l'occurrence les militaires que de se tourner vers des partenaires et des oreilles moins enclins à des logiques paternalistes et des logiques d'immixtion dans les affaires internes. Les sanctions en série et les multiples suspensions d'appui ont produit comme effet la radicalisation des positions des militaires et ont constitué une occasion à saisir par la Russie. Cette occasion manquée par la France et ses alliés et saisie par la Russie dans la quête d'expansion sur fond de ramification de la guerre en Ukraine a constitué un nouveau chapitre de la rivalité entre la Russie et l'Occident. Aussi, cette opportunité a permis à la Russie de déployer son influence diplomatique, économique et politique.

Au demeurant, en septembre 2023, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont annoncé la formation de l'Alliance des États du Sahel, en réponse à la menace d'une intervention de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à la suite du coup d'État militaire du 26 juillet au Niger. Les trois États ont annoncé leur retrait de la CEDEAO en fin janvier 2024 et provoqué un séisme géopolitique régional que l'organisation tente toujours de gérer avec la demande de retour à bord de ces trois pays. Cette notification de l'intention de sortir de l'organisation régionale a permis sur le plan stratégique d'étouffer les pressions en provenance de la CEDEAO pour l'organisation d'élections et pour le retour à l'ordre constitutionnel. Cette situation constitue, également, à n'en pas douter une occasion manquée par la CEDEAO et la France et ses Alliés.



B. Des opportunités saisies sur fond de repositionnements stratégiques et d'hégémonies

Par sa gestion ratée des coups d'Etats, la CEDEAO, soutenue par la communauté internationale, a donné l'occasion aux hommes en uniforme au Mali, en Guinée Conakry, au Burkina et au Niger de faire face aux pressions et consacré une série d'opportunités saisies avec des logiques de gestion différentes et totalement incohérentes.

Ces opportunités saisies par ces militaires se sont greffées à l'intérêt grandissant de Moscou pour combler le vide laissé par la France et ses alliés. En effet, si dans cette optique les relations de la Russie avec l'Afrique sont fortement influencées par son intérêt pour les ressources africaines et les marchés de la sécurité (en atteste la mise à jour de la politique extérieure Russe), elle a signé le retour en force de la Russie d'abord à travers le groupe militaire privé « Wagner » devenu « Africa corps » depuis, ensuite avec une présence diplomatique et économique (signatures de plusieurs mémorandums d'entente) de plus en plus active. De plus, les nouveaux partenaires (Russie, Chine, Turquie, Pays du Golf) ne sont pas exigeants sur les considérations d'état de droit et de démocratie, ce qui cadre bien avec la trajectoire des régimes dans les états de l'AES qui semblent vouloir renvoyer aux calendes grecques l'organisation des élections et le retour des civils à la tête des états.

Toutefois, comme le souligne Jabir Touré, le retour en force de la Russie n'est toutefois pas synonyme de l'éradication de la menace terroriste : malgré un an et demi de présence russe au Mali et une influence grandissante au Burkina, les terroristes continuent d'infliger de lourdes pertes aux armées régulières de ces pays. Du reste, avec l'échec du G5 sahel, le Burkina, le Mali et le Niger compte tenu des nouvelles données géopolitiques et géostratégiques et conscients qu'une mutualisation de leurs efforts pourrait constituer un rempart contre les pressions sous régionales et internationales pour un retour à l'ordre constitutionnel ont annoncé et notifié leur retrait de la CEDEAO après avoir quelques mois plus tôt mis en branle ce qu'ils ont convenu d'appeler l'Alliance des Etats du Sahel. Si à sa création cette alliance revêtait une dimension de coopération purement sécuritaire entre les trois Etats, elle a intégré par la suite des dimensions politiques et économiques. La dynamique de l'AES offre aux Etats membres la possibilité de poursuite

des terroristes lorsque ceux-ci se réfugient dans l'un des pays membres de l'Alliance. Ce droit de poursuite est une avancée majeure dans cette nouvelle dynamique de sécurité collective. L'AES permet également l'organisation des opérations conjointes dans la zone des trois frontières. C'est une initiative qui existait dans le G5 Sahel, mais elle n'était pas opérationnelle. Son but consiste à appliquer la stratégie du « cadrillage » afin d'empêcher les terroristes de se réfugier dans l'un des trois pays. Cela réduit dès lors leur liberté de manœuvre entre des frontières poreuses. Le défi sécuritaire ne peut toutefois être dissocié du défi économique, car les opérations militaires ne peuvent produire les résultats escomptés si elles ne sont pas suivies d'une politique de développement durable¹. C'est ce difficile équilibre que peine à trouver les différents régimes de transition dans le sahel. Une bonne partie des ressources, qui se font de plus en plus rares, sont orientées vers l'armée au détriment d'autres secteurs essentiels tels que la santé, l'éducation... ce qui est de nature à creuser encore plus les inégalités.

Pour autant, face à l'instabilité persistante au Sahel et à la mise entre parenthèse de la CEDEAO, la Russie deviendra probablement un allié sécuritaire attractif. Bien que « l'Africa Corps » semble être au cœur de la stratégie de sécurité de la Russie dans la région agitée du Sahel, son objectif à long terme sera vraisemblablement d'étendre son influence à toute l'Afrique par le biais de leviers militaires, diplomatiques, économiques et la manipulation de l'information. Il s'agit là d'une occasion saisie et la Russie ne semble pas être la seule à se positionner. Il faudra désormais compter sur la présence active de pays comme la Turquie, la Chine et l'Iran. Cette situation et ce jeu d'influence pourraient constituer une opportunité pour les pays du sahel de penser et opérationnaliser des mécanismes en faveur de l'édification d'un cadre durable pour la paix, la sécurité et le développement.

¹ Jabir Touré, Alliance des États du Sahel : une nouvelle dynamique de sécurité collective ? Institut d'études de géopolitique appliquée, Paris, 26 mars 2024.



3. DES RECOMMANDATIONS PRATIQUES EN FAVEUR DE L'ÉDIFICATION D'UN CADRE DURABLE POUR LA SÉCURITÉ, LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT DANS LA RÉGION

Le Sahel en raison de sa complexité, de sa géographie et de la nature protéiforme des défis, nécessite des approches intégrées et multidimensionnelles pour promouvoir la sécurité, la paix et le développement. Ces approches au-delà de la logique des alliances doivent privilégier des ressorts endogènes. Il pourrait s'agir de :

Pour les Etats du Sahel :

- Adopter une approche intégrée qui traduit dans les faits l'interdépendance entre la sécurité, le développement économique, la gouvernance et la résilience communautaire. Cette approche intégrée pourrait être de nature à asseoir un équilibre qui permettrait aux Etats d'utiliser de façon efficiente leurs budgets afin que l'effort de sécurisation ne se fasse pas au détriment des autres secteurs essentiels et veille au bien-être des populations notamment la santé, l'éducation, l'emploi, l'énergie...
- Mettre en place un cadre efficient de renforcement des capacités des institutions locales, nationales et régionales pour assurer une gouvernance efficace, transparente et inclusive. Ce cadre est essentiel pour asseoir des institutions solides et démocratiques animées par des hommes de conviction.
- Investir dans la résilience des communautés locales face aux chocs et aux crises est essentiel pour assurer la stabilité à long terme. Cela peut se faire en renforçant les capacités locales, en promouvant la cohésion sociale et en encourageant la participation des femmes et des jeunes.
- Encourager le dialogue intercommunautaire, interethnique et interreligieux est crucial pour prévenir les conflits et promouvoir la réconciliation dans la région. Cela implique de soutenir les initiatives de médiation et de dialogue, ainsi que de promouvoir le respect des droits de l'homme et la justice transitionnelle.
- Promouvoir une gestion durable des ressources naturelles, y compris l'eau et les terres, pour réduire les conflits liés aux ressources et renforcer la résilience des communautés.

- Garantir l'accès à la justice pour tous et promouvoir le respect des droits de l'homme et de l'état de droit pour lutter contre l'impunité et prévenir les conflits.
- Investir dans le développement économique et social, y compris l'éducation, la santé, l'agriculture durable, les infrastructures de base et la création d'emplois pour les jeunes.
- Mettre en place des programmes de prévention de l'extrémisme violent qui adressent les causes profondes de la radicalisation, y compris la marginalisation, la pauvreté, l'injustice sociale et la mauvaise gouvernance.

Pour les partenaires :

- Accroître la médiation, les organisations régionales et continentales (notamment la CEDEAO et l'UA) et internationales doivent inscrire leur action dans une approche constructive et non paternaliste. Leurs actions doivent également intégrer la promotion des initiatives locales et régionales de paix, de promotion de l'Etat de droit et de dialogue entre les communautés...
- Maintenir le dialogue, le dialogue entre les acteurs internationaux et les Etats du Sahel particulièrement ceux de l'AES doit être encouragé et promu pour venir à bout des tensions diplomatiques persistantes depuis quelques années. Ce dialogue doit être sincère et ne doit en aucun cas revêtir ou donner l'impression d'avoir un caractère d'injonction ou de dicta.
- Accompagner les projets d'infrastructures pour améliorer les conditions de vie des populations et l'économie régionale et locale. Ces accompagnements pourraient être de nature à forger une image positive des organisations auprès des populations.



CONCLUSION

Les événements de ces dernières années dans le Sahel sont la conséquence de l'imbrication d'une multitude d'éléments qui s'est embrasée avec des degrés et des dynamiques variables, en fonction du contexte. Cet embrasement d'abord sur fond de questions sécuritaires a vite mis à nu les spectres enfouis d'une gouvernance défailante ou approximative, d'inégalités criardes, de mauvaise distribution de la justice et d'extrême misère. La cocotte, qui était déjà en train de siffler, a fini par être propulsée hors support. Si le réflexe a été de faire appel aux partenaires classiques pour éteindre l'incendie, ceux-ci ont rapidement été accusés d'être une partie du problème et de jouer aux pompiers pyromanes. Après une dizaine d'années de présence avec pour objectif le retour de la paix et la lutte contre les groupes armés terroristes, les partenaires classiques avec leur lot

d'armée ont été priés de plier bagages successivement au Mali, au Burkina et au Niger par les nouveaux maîtres des lieux portés au pouvoir pour certains sur fond de contestation et de l'incapacité des gouvernants à venir à bout des crises sécuritaires et à asseoir une gouvernance vertueuse. La nature ayant horreur du vide, cette tension entre les Etats du Sahel cités en sus et leurs partenaires classiques a été exploitée et de bonne guerre par la Russie, qui avait redéfini et réorienté sa politique extérieure pour gagner en influence depuis la guerre avec l'Ukraine. Une nouvelle donne géopolitique et géostratégique s'est installée et place la région dans un champ de confrontations politiques et diplomatiques. Et, pour promouvoir et garantir la paix, la sécurité et le développement dans le sahel, il est nécessaire d'adopter des approches intégrées et multidimensionnelles. Ces approches au-delà de la logique des alliances doivent privilégier des ressorts endogènes.



À propos de l'auteur

Soumaila LAH est enseignant chercheur et Coordinateur national de l'Alliance citoyenne pour la réforme du secteur de la sécurité. Il travaille depuis plusieurs années sur les enjeux de développement avec un accent particulier sur les questions de gouvernances, de corruption, les questions sécuritaires et la problématique des industries extractives.

Mentions légales

Friedrich-Ebert-Stiftung, Paix et Sécurité
Centre de Compétence Afrique Subsaharienne
Point E | Rue de Fatick x Boulevard de l'Est
Résidence Bity Lokho | 6^{ème} étage
BP 15416 Dakar-Fann | Sénégal

Tél. : +221 33 859 20 02 | Fax: +221 33 864 49 31

Email : info@fes-pscc.org | www.fes-pscc.org

© Friedrich-Ebert-Stiftung 2024

Conception graphique : Green Eyez Design SARL
www.greeneyezdesign.com

L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans autorisation écrite de la FES. Les idées et thèses développées dans la présente étude sont celles de l'auteur et ne correspondent pas nécessairement à celles de la Friedrich Ebert Stiftung.

